

Y a-t-il un homme d'Etat européen dans la salle ?

Ces mesures devraient se coupler à une aide à la réforme de l'Etat grec, qui le doterait d'une administration fiscale efficace, le débarrasserait du clientélisme et de formes plus ou moins larvées de corruption.

JEAN DE MUNCK
Professeur à l'UCL
(CriDIS)

■ Le référendum grec est une décision imprudente pour tous et la Commission, agressive, n'est pas à la hauteur de la crise. Qui osera mettre à plat le problème des dettes souveraines, proposer un plan Marshall pour la Grèce et renforcer la solidarité politique ?

La triste tournure que prend aujourd'hui la crise grecque laisse pantois les défenseurs d'une Europe unie. On peut avoir des doutes sérieux tant sur la dernière manœuvre du gouvernement d'Alexis Tsipras que sur la réponse de la Commission européenne.

On se demande à quoi va servir ce référendum grec.

Que s'agit-il de savoir ? Nous connaissons déjà fort bien la position, raisonnable, de ce pays. D'un côté, les Grecs désirent, dans leur grande majorité (y compris les électeurs de Syriza), rester dans la zone euro. Une sortie de l'euro serait catastrophique car il est très improbable que la marge de manœuvre monétaire retrouvée (une drachme dévaluée) compense les pertes et relance de façon suffisante l'économie avant de nombreuses années. D'un autre côté, les Grecs refusent la poursuite d'une politique d'austérité semblable à celle qu'a imposée la Troïka. C'est que cette politique est économiquement désastreuse : elle ne permet que le paiement des créanciers, non la relance d'une économie exsangue. Et elle est moralement injuste car elle fait reposer sur les classes populaires les fautes des élites grecques et des banques transnationales. Il faut par évidence sortir de la politique de la Troïka et imaginer un *new deal* pour la Grèce. Nul besoin d'un référendum pour connaître cette position, défendue avec conviction par Syriza.

Mais peut-être s'agit-il d'une manœuvre tactique du gouvernement grec ? C'est probablement le cas : Tsipras veut, grâce au soutien de sa population, renforcer sa position dans les âpres négociations en cours. A-t-il vraiment besoin de cela, quatre mois après les élections qui l'ont porté au pouvoir ? Le jeu en vaut-il la chan-

delle ? Le risque du référendum est extrêmement élevé, tant pour la Grèce que pour l'Europe tout entière : si le oui l'emporte, le gouvernement Tsipras est désavoué, et le devenir grec devient très incertain; si le non l'emporte, une mécanique imprévisible, à la fois politique et financière, peut le conduire, contre sa volonté, au

grecxit. Quel que soit le résultat, on court le risque d'une division aggravée de la population grecque.

De toutes manières, Tsipras nous assure qu'après le référendum, il veut continuer à négocier; Merkel et les dirigeants européens disent pareil. Alors, à quoi bon ce référendum dangereux ? Pour renforcer sa position dans les négociations européennes, le gouvernement grec aurait mieux fait de chercher des

alliés parmi les Européens (plutôt que de jouer au moraliste solitaire et universel). A la place de cela, il pose un acte imprudent qui pourrait se retourner contre lui.

Si la tactique athénienne laisse dubitatif, force est de reconnaître que la position de la Commission européenne n'est pas plus enthousiasmante. Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a réagi durement à l'annonce du référendum en déclarant que le "non" serait un "non à l'Europe". On se demande où il va chercher une telle interprétation. Même massif et populaire, le refus d'un plan à un stade donné des négociations ne signifie en aucune façon la volonté de sortir de l'euro ou de l'Union, mais de discuter, non seulement sur les exigences des créanciers, mais surtout sur le cadre des négociations.

Lugubre lumière

Par cette déclaration, le président de la Commission nous envoie, à tous, un bien pauvre message : l'inclusion dans la zone euro ne signifie pas une ouverture des

possibilités politiques, mais une terrible restriction des choix. Il jette ainsi une lugubre lumière sur ce qu'est devenu le projet européen. Si un vote hostile à une *politique* est désormais considéré comme un acte hostile à *l'inclusion européenne*, alors les adversaires de l'Union européenne ont raison : celle-ci constitue un régime post-démocratique. On ne peut que s'y soumettre ou en sortir.

Surtout, en prenant cette position agressive, le président de la Commission a failli à sa mission. La Commission doit fixer le cap d'un projet politique et, en conséquence, se situer au-dessus de la mêlée. Elle doit rester un médiateur volontariste qui cherche d'abord à mettre de la négociation politique dans les lois cruelles de la finance. Au plan interne, son problème est de forger une solidarité politique entre les peuples (Grèce y compris), non de distribuer des cartons rouges. Cette solidarité implique autre chose que des négociations de créanciers à débiteurs : des négociations entre partenaires qui acceptent de partager coûts et bénéfices parce qu'ils sont engagés irréversiblement dans un même projet.

Il n'est pas totalement impossible d'imaginer ce que serait une solidarité européenne renforcée. D'abord, la restructuration de la dette grecque devrait aller réalistement non vers un réaménagement, mais vers des formes d'*abolition* partielle (comme le recommandent des économistes éclairés), avec le consentement conditionnel de ses partenaires européens. Cela signifie aussi qu'un pas soit fait vers un gouvernement plus intégré de la zone Euro, et que donc l'embryon d'Etat européen qui existe déjà soit renforcé au plan fiscal et

budgétaire. Et, surtout, cela veut dire que les efforts demandés à nos partenaires grecs s'accompagnent de plans d'investissement importants, menés en concertation avec les entreprises européennes qui pourraient y trouver leur compte. On attend donc un plan Marshall pour la Grèce, généreux, bien pensé, qui assurera une solution durable à la crise, plutôt que les lamentables réunions de marchands de tapis auxquels nous assistons à chaque échéance comptable.

Ne comptons pas sur le FMI

Last but not least, ces mesures devraient se coupler à une aide à la réforme de l'Etat grec, qui le doterait d'une administration fiscale efficace, le débarrasserait du clientélisme et de formes plus ou moins larvées de corruption. On n'y parviendra pas en lui imposant d'absurdes privatisations (qui aggravent le problème) et un calendrier irréaliste. Une telle entreprise demande beaucoup de tact, une relation durable et une confiance chaque jour renforcée. Ne comptons pas sur le FMI pour cela : seuls les Européens peuvent vraiment aider la Grèce.

Le gouvernement grec a pris une décision imprudente, pour lui et pour nous tous. Mais les autorités de Bruxelles ne sont pas, aujourd'hui, à la hauteur de la crise. On aurait besoin d'une initiative courageuse et audacieuse pour mettre à plat le problème global des dettes souveraines (pas seulement grecques), et renforcer la solidarité politique sans la confondre avec une relation marchande. Mais y a-t-il encore un homme d'Etat européen dans la salle ?